

La qualité de l'information et les parlementaires

Dans le cadre de la journée européenne de mobilisation du lundi 5 novembre 2007, l'intersyndicale des Journalistes (SNJ, SNJ-CGT, USJ-CFDT, SJ-CFTC, SJ-FO) a rencontré des responsables des groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale.

Bien entendu, le sort des deux quotidiens économiques "Les Echos" et "La Tribune" a été au c?ur des rencontres comme emblématique de la crise que traverse la presse en France.

A cet égard, les membres de l'intersyndicale l'intersyndicale considérant qu'il y a abus de position dominante a insisté pour que la commission de la concurrence soit dûment saisie.

Pendant deux heures et demi, la délégation des journalistes a pu expliquer aux parlementaires (Patrick Bloche, député PS de Paris, Philippe Cochet, député du Rhône et secrétaire général adjoint de l'UMP, Marie-Georges Buffet, députée de Seine-Saint-Denis et secrétaire nationale du PC et Dominique Touraine pour la gauche républicaine et démocrate), les raisons de la mobilisation, l'urgence de la situation et les propositions élaborées pour permettre de retrouver une qualité de l'Information digne d'un pays démocratique.

Les journalistes ont rappelé et souligné l'importance des responsabilités des élus de la nation en matière de maintien et de développement des libertés démocratiques et particulièrement dans le domaine législatif qui permet d'organiser le bon exercice de ces libertés.

Ils ont également attiré leur attention sur la recodification du Code du travail et sur les menaces que la nouvelle écriture de ce texte ferait peser sur leur statut s'il était maintenu tel qu'il était avant son passage devant le Sénat.

Ils ont également insisté sur les liens indissociables entre les aspects liés à la déontologie et les problèmes sociaux (conditions de travail, précarité, etc.) que connaît leur profession.

Tous nos interlocuteurs ont plus ou moins reconnu qu'ils avaient méconnu et/ou ignoré l'ampleur de la crise que traverse la presse et nous ont encouragés à informer plus largement encore.

Tous ont conclu que la situation ne pouvait durer et qu'ils étaient prêts à nous rencontrer de nouveau pour des séances de travail sur les différentes propositions. A noter d'ailleurs que les représentants des groupes socialistes, communistes et gauche républicaine et démocrate, ont évoqué la possibilité d'élaborer un texte, qu'ils proposeraient de soumettre aux votes du Parlement, sur la base des propositions de l'intersyndicale.

C'est ensuite la DDM (direction des médias auprès du premier ministre) qui nous a invités le mercredi 7 novembre.

Là encore l'intersyndicale a insisté pour que la commission de la concurrence soit dûment saisie des ventes des quotidiens économiques Les Echos et La Tribune.

Puis, pendant plus de deux heures toutes les sujets portés par l'intersyndicale ont été abordés. De la reconnaissance juridique de l'équipe rédactionnelle à l'intégration des chartes de déontologie à la Convention Collective Nationale de Travail des Journalistes, des droits d'auteurs à la nécessaire protection des sources et la remise à plat des aides à la presse, de l'emploi précaire abusif aux conditions et moyens de travail des rédactions. La DDM et l'intersyndicale sont convenues de se retrouver plus régulièrement pour des réunions de travail par thèmes. Prochain rendez-vous le 19 novembre 2007.

Paris, ce 12 novembre 2007

Au sujet de l'auteur